Case

F

34

.328

no. 37

SENTENCE

DE L'ELECTION DE PARIS,

Au profit du Sieur MULLER, Marchand Poëlier-Fayancier à Paris, la Dame son Epouse, & le nommé DENIERE, leur Compagnon ;

CONTRE M^e JEAN-JACQUES PREVOST, Adjudicataire général des Fermes-unies de France & de celle du Tabac ;

Laquelle déclare nul, injurieux, tortionnaire & déraisonnable ; l'emprisonnement fait par les Commis de l'Adjudicataire des Fermes, des personnes de la Dame MULLER & du nommé DENIERE ; condamne ledit Adjudicataire des Fermes en deux cens livres de dommages & intérêts envers les Sieur & Dame MULLER, & en cent livres aussi de dommages & intérêts envers le nommé DENIERE. Ordonne l'impression & l'Affiche de la présente Sentence.

Du huit Août mil sept cent soixante-huit.

A T O U S ceux qui ces Présentes Lettres verront, les Préfident, Lieutenant, Assesseur, & Elus, Conseillers du Roi notre Sire, sur le fait de ses Aydes & Tailles ès Ville, Cité & Election de Paris, S A L U T. Sçavoir faisons, Qu'entre
A

M^e Louis-Jacques Guérin , Procureur du sieur Muller , Marchand Poëlier - Fayancier à Paris , y demeurant rue de la Roquette Fauxbourg Saint-Antoine , & Marie-Salomé Defaver sa femme , & d'Antoine Deniere , leur Compagnon , Demandeurs , suivant l'Exploit de Christophle , Huissier , du 10 Mars 1767 , duement contrôlé & présenté , en exécution de notre Ordonnance , & aux fins de leur requête dudit jour , tendante à ce qu'ils fussent déchargés de la saisie faite sur eux par Procès-verbal des Commis de l'Adjudicataire de Fermes , du 7 du même mois , & que l'emprisonnement fait des personnes de la Dame Muller & de Deniere , fût déclaré nul , injurieux , tortionnaire & déraisonnable ; en conséquence qu'ils fussent mis hors des Prisons du Fort-l'Evêque où ils étoient détenus , à les laisser sortir les Geoliers & tous autres , contraints par corps , quoi faisant déchargés , & que leur écrou fût rayé & biffé , à quoi faire le Greffier desdites Prisons contraint aussi par corps , quoi faisant déchargé , & que le Défendeur fût condamné en 10000 liv. de dommages & intérêts envers les Sieur & Dame Muller , & en 3000 livres aussi de dommages & intérêts envers ledit Deniere , & aux dépens , & que la Sentence à intervenir fût aux frais & dépens dudit Défendeur , imprimée , publiée & affichée au nombre de cinq cens exemplaires , d'une part ; & M^e Louis-René Bercher , Procureur de M^e Jean-Jacques Prevost , Adjudicataire Général des Fermes-unies de France & de celle du Tabac , Demandeur , d'autre part : Et entre ledit M^e Bercher , Procureur dudit Prevost , Demandeur aux fins du Procès-verbal de ses Commis , dudit jour 7 Mars 1767 , suivant l'Exploit de Fauisset , Huissier , du 10 du même mois , duement contrôlé & présenté , à ce que les dix-sept cent seize livres de Tabac , cinquante-six foudoups , quarante tasses , & la jatte de porcelaine saisies par le Procès-verbal susdit , fussent

acquises & confisquées au Roi à son profit, & que les Défendeurs fussent condamnés solidairement en 1000 livres d'amende, & aux dépens, d'une part; & ledit M^e Guérin, Procureur desdits Sieur & Dame Muller & dudit Deniere, Défendeurs, d'autre part: Et entre ledit M^e Guérin, Procureur desdits Sieur & Dame Muller & dudit Deniere, Demandeurs, suivant leur requête verbale du 19 Décembre 1767, & leur dire, du 8 Juin dernier, à ce qu'il leur fût donné acte de la sommation & dénonciation qu'ils faisoient audit Prevost, de la demande en garantie, & afin de condamnation solidaire avec lui par eux formée, par Exploit de Christophle, Huissier, du 24 Avril 1767, dûment contrôlé, contre les sieurs Jacquet & Denis, Négocians à Amsterdam, propriétaires des marchandises saisies par le Procès-verbal de ses Commis susmentionné, & au principal que les conclusions par eux prises par leurs Exploits, des 10 Mars & 24 Avril 1767, leur fussent faites & adjudées, & y augmentant, que ledit Prevost fût condamné, & par corps, à rendre & restituer au sieur Muller la somme de 68 livres 13 sols 9 den. par lui payée pour les droits d'entrée des dix-huit barils mentionnés au Procès-verbal de ses Commis, avec les intérêts à compter du jour de la perception, & que les marchandises de Bray, & autres non saisies étant dans lesdits dix-huit barils fussent vendues à la requête, poursuite & diligence dudit sieur Muller, & en la présence de M. le Procureur du Roi, attendu l'absence des sieurs Jacquet & Denis, propriétaires d'icelles, & ce au plus offrant & dernier enchérisseur en la manière accoutumée, à l'effet de quoi, ledit Prevost & ses Préposés, dépositaires desdites marchandises seroient tenus, même par corps, à en faire la représentation, quoi faisant déchargés, pour, sur le prix qui en proviendra, déduction des frais de vente, ledit sieur Muller être payé & remboursé par privilège & préférence,

1°. de la somme de 42 livres, par lui payée pour les frais de voiture desdits dix-huit barils ; 2°. de la somme de 48 livres 1 sol 9 den. par lui également payée pour la commission d'envoi de Rouen à Paris, de ces dix-huit barils ; après quoi ledit Prevost remboursé des droits qui peuvent lui être dûs eu égard au poids net des marchandises y étant non saisies ni sujettes à confiscation, le surplus du prix de ladite vente remis audit sieur Muller, sur & tant moins, ou jusqu'à concurrence de la somme de 2115 livres, intérêts & frais à lui due par le sieur Jacquet, pour poëles qu'il lui a vendu, & en quoi il a été condamné par Sentences des Consuls de Paris, des 18 & 20 Mars 1767, sauf, en cas d'insuffisance, à former par ledit sieur Muller telle demande que de raison, contre qui & ainsi qu'il appartiendra ; & à ce que ledit Prevost fût condamné envers eux en tous les dépens, tant en demandant, défendant, que des sommations, dénunciations & contre-sommations, frais & mises d'exécution, & Défendeurs, d'une part ; & ledit M^e Bercher, Procureur dudit Prevost, Défendeur & Demandeur, suivant son dire du 12 Avril dernier, à ce que sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions prises par lesdits Sieur & Dame Muller, & ledit Deniere, par leur requête verbale susdite, du 19 Décembre 1767, lesquelles ils seroient déclarés non-recevables & mal fondés, ou dont ils seroient déboutés, la demande par lui formée par son Exploit du 10 Mars 1767, lui fût adjugée purement & simplement, & que lesdits Sieur & Dame Muller & ledit Deniere fussent condamnés solidairement aux dépens, d'autre part ; sans que les qualités pussent préjudicier : Ouis lesdits Bercher & Guérin en leurs plaidoyers, pendant quatre audiences, ensemble M^e Auger, Avocat du Roi, en ses conclusions. N O U S ayant aucunement égard aux demandes de la partie de Bercher, avons la saisie des dix-sept cent seize livres de Tabac & autres choses saisies, par

le Procès-verbal de ses Commis, du 7 Mars 1767 & y mentionnées, déclarée bonne & valable; en conséquence, déclarons lesdites choses saisies, acquises & confisquées au Roi au profit de ladite partie de Bercher, sauf à elle à se pourvoir pour l'amende contre qui il appartiendra; & ayant pareillement aucunement égard aux demandes des parties de Guérin, leur avons donné acte de leurs sommations & dénunciations; & au principal les avons déchargés de la demande de la partie de Bercher; en conséquence avons déclaré nul, injurieux, tortionnaire & déraisonnable l'emprisonnement fait des personnes de la femme Muller & du nommé Deniere; Ordonnons que leurs écrous seront rayés & biffés du Registre de la Géole des Prisons du Fort-Lévêque, à quoi faire le Greffier desdites Prisons contraint même par corps, quoi faisant déchargé: Ordonnons que les 68 livres 13 sols 9 deniers, payés par la femme Muller pour les droits des dix-huit barils mentionnés au Procès-verbal des Commis de la partie de Bercher, du 7 Mars 1767, seront rendus & restitués par ladite partie de Bercher, avec les intérêts de ladite somme à compter du jour du paiement qui en a été fait: Condamnons ladite partie de Bercher, & par corps, en 200 livres de dommages & intérêts envers Muller & sa femme, & en 100 livres aussi de dommages & intérêts envers le nommé Deniere, & en tous les dépens, tant en demandant & défendant, que des sommations, dénunciations & contre-sommations, même en ceux faits contre les nommés Jacquet & Denis: Ordonnons que notre présente Sentence sera imprimée & affichée par-tout ou besoin sera, jusqu'au nombre de cent exemplaires, aux frais & dépens de ladite partie de Bercher; & sur le surplus des demandes des Parties les avons mis hors de Cour; ce qui sera exécuté nonobstant opposition ou appellation quelconques, & sans préjudice d'icelles. Par notre Jugement MANDONS au premier des

Huiffiers Audienciers de cette Election ou autres Huiffiers ou Sergens Royaux, premiers sur ce requis, ces Présentes mettre à due & entiere exécution selon leur forme & teneur, de ce faire leur donnonspouvoir; en témoin de quoi les avons fait sceller. Ce fut fait & jugé par Nous Premier Président, Lieutenant, Daustel, Day, Ringuet, Dejean, Hebert, Lapourielle, de la Dainte, Gervais, Formantin, le Compte, Gary & Boullay, tous Conseillers du Roi, Elus en ladite Election, l'Audience tenante, le Lundi huit Août mil sept soixante-huit. *Signé*, NOLIN, & scellé le 12 par ARSONNEAU. Signifié à M^e Bercher, Procureur, sans préjudice de l'appel aux chefs qui font griefs, le Août 1768. *Signé*, LAHANCQUE.

GUE'RIN, Procureur.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue de la Harpe. 1768.